

Fleville devant Nancy

ZAC de Frocourt 21 rue Antoine de St Exupery
54170 Fleville devant Nancy

Tél : +33607193376

Mél : philippe.piona@bureauveritas.com

N° affaire : 29015276/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **54/NANCY/ECOLE D'ARCHITECTURE**
2 Rue BASTIEN LEPAGE BP 40435
54001 NANCY CEDEX

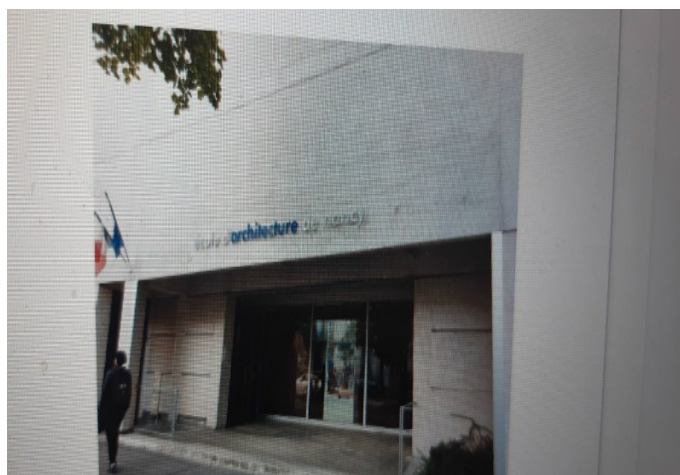
Destinataire :

ECOLE D'ARCHITECTURE DE NANCY
Patrice GEOFFROY
2 Rue BASTIEN LEPAGE BP 40435
54001 NANCY CEDEX


Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
16/12/2025	Rev0	Phase DCE	Philippe PIONA 

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	6
1.2. Présentation des intervenants	6
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	13
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	14
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	17
3.3.2. Plan d'installation de chantier	17
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	19
4.1. Définition des séquences d'interventions	19
4.2. Analyse de risques	20
4.3. Co-activités et protections collectives	23
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	23
4.3.2. Déplacement de protection collective	24
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	24
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	24
4.4. Equipement de levage	25
4.4.1. Autorisation de survol	25
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	25
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	25

4.5.1. Approvisionnements et stockage	25
4.5.2. Travaux superposés	26
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	26
4.5.4. Protection contre le bruit	26
4.5.5. Protection contre l'incendie	26
4.5.6. Travaux en hauteur	27
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	27
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	28
4.6. Moyens communs	28
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	28
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	28
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	28
4.6.4. Protection des accès – Auvents	28
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	29
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	30
5.1. Stockages sur le chantier	30
5.2. Nettoyage	30
5.3. Enlèvement des déchets	30
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	30
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	31
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	31
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	32
6.1. Déclarations particulières	32
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	32
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	32
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	32
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	32
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	32
6.7. Locaux témoins	33
7. ORGANISATION DES SECOURS	34
7.1. Téléphone de secours	34
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	34
7.3. Travail isolé	34
7.4. Procédure d'organisation des secours	34
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	34
7.6. Point de rencontre secours	34
7.7. Modèle de fiche de secours	35
ANNEXES AU P.G.C.	36

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents dossier DCE transmis le 16/12/2024 par le Maître d'oeuvre
 - des diagnostics amiante avant travaux transmis le 16/12/2024 par le Maître d'oeuvre
- ref pré rapport Diagnostique amiante avant travaux de BUREAU VERITAS Exploitation, ref 22334671/S1/4/AM-RDEM_V1 du 27/09/2024

Document non joint au PGC car trop lourd en octets; sera joint au DCE par les Maîtres d'ouvrage et d'oeuvre.

NB Prévoir nouvelle visite du diagnostiqueur pour rapport diag amiante définitif

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

Désamiantage et mise en conformité des systèmes de ventilation désenfumage et SSI

Chantier en site inoccupé durant les vacances de Pâques et d'été 2026

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O. appel d'offres public

Mode de passation des marchés : en 5 lots

DESAMANTAGE

ELECTRICITE SSI

DESENFUMAGE

PLATRERIE PLAFOND

CVC

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 6 avril 2026

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

Déchets amiantés respect de la procédure du Plan de retrait PDRA et des procédures d'interventions sur matériaux amiantés sous section 3.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 5 Titulaires de LOTS et 2 à 3 sous traitants d'où environ 7 entreprises

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 4 à 12 personnes

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	ECOLE D'ARCHITECTURE DE NANCY	2 Rue BASTIEN LEPAGE BP 40435 54001 NANCY CEDEX	patrice.geoffroy@nancy.archi.fr	Patrice GEOFFROY
Maîtrise d'œuvre	SOCOTEC SMART SOLUTIONS	8, rue Albert Einstein Parc St Jacques II 54320 MAXEVILLE	06 20 41 25 94 arnaud.kocher@socotecsolutions.fr	Arnaud KOCHER
Coordonnateur SPS de conception	BUREAU VERITAS Construction - agence de Nancy	21, Rue Antoine de St Exupéry Z.A.C. de FROCOURT 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY	06 07 19 33 76 philippe.piona@bureauveritas.com	Philippe PIONA
Coordonnateur SPS de réalisation	BUREAU VERITAS Construction - agence de Nancy	21, Rue Antoine de St Exupéry Z.A.C. de FROCOURT 54710 FLEVILLE DEVANT NANCY	carole.legrand@bureauveritas.com	Carole LEGRAND
DREETS	DDETS 54	Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle section inspection du travail Centre d'affaires « Les Nations » BP 50219 54506 VANDOEUVRE LES NANCY Cedex	03 83 50 39 00 ddets-uc2@meurthe-et-moselle.gouv.fr	Contact
CARSAT	CARSAT Nord-Est département risques professionnels	81/85, rue de Metz 54000 NANCY	service.prevention@carsat-nordest.fr	Contact
OPPBTP	OPPBTP - Agence de Nancy	L'Austrasian 71, rue des Cinq piquets 54000 NANCY	03.83.20.20.03 grandest@oppbtp.fr	Contact

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'Œuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en œuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Sans objet

Présence de silice dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès chantier par rue Bastien LEPAGE; durant les vacances scolaires de Pâques et été 2026

Accès par du personnel identifié, NOMS de la personne et de son entreprise sur son casque ou habits de travail. Port de la carte d'identité professionnelle du BTP.

Accès au site, au chantier, le LOT CVC définira avec le Maître d'ouvrage, le point d'entrée et de sortie de chantier pour les accès véhicules PL et accès sortie séparés pour les piétons.

Ceux ci seront proposés dans le projet PIC (plan d'installation de chantier).

Accès chantier, à flécher jusqu'aux portes du chantier, jusqu'à la base vie.

Ces accès seront vus avec le Maître d'ouvrage et l'exploitant de l'école.

Le LOT CVC mettra en place un fléchage des accès et sorties de chantier avec des panneaux indiquant aux usagers les risques de sorties de camions, la vitesse réduite etc.

Ces accès seront aménagés par le LOT CVC pour se rendre depuis l'entrée du chantier jusqu'aux aires base vie, aires de stockage, déchargement et accès aux bâtiments impactés par les travaux.

Le LOT CVC fera les démarches préalable auprès des services technique maintenance de l'école pour réaliser le piquage en eau pour les besoin de la base vie et du chantier (robinet de puisage à prévoir).

Si pas de possibilité de raccordement pour les EU EV de la base vie; il prévoira des blocs sanitaires Hommes femmes , châssis bungalows suélévés avec fosse septique toutes eaux à vidanger périodiquement.

Il prévoira depuis un point de livraison de l'école un sous compteur puis un coffret électrique générale pour alimentation de la base vie et pour alimenter les coffrets électriques secondaires dans le bâtiment à chaque étage et y compris pour alimenter les éclairages de chantier circulations etc.

Ce LOT prévoira le contrôle électrique de toute l'installation électrique de chantier pour chaque phase yc pour la base vie.

Il prévoira tout au long du chantier un technicien électricien maintenance, facilement joignable mobilisable; pour l'entretien et la maintenance curative immédiate sur l'installation électrique de chantier.

Ces travaux d'adductions des réseaux, seront réalisés en amont dès la phase préparation de chantier afin de pouvoir mettre en service les locaux base vie, dès le démarrage dès premiers travaux.

Le LOT DESAMIANPAGE complétera en réalisant ses adductions en eau et électricité pour ses propres installations hygiènes et SAS de décontamination; pour ses propres travaux.

Il aura en charge la protection de ses réseaux et le contrôle électrique des réseaux, de ses propres installations de chantier indiqués au PDRA.

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

Le LOT CVC mettra en place dès la phase préparation de chantier une clôture rigide, ancrée ceinturant la totalité de la surface du chantier avec portails munis de cadenas à codes pour l'accès véhicules et un portillon pour les piétons.

L'accès PL sera séparé de l'accès piétons pour éviter les coactivités, les risques de collisions et d'écrasements.

Cette clôture sera liaisonnée en plus par des brides et des panneaux "chantier interdit au public et port des EPI obligatoires" seront affichés sur chaque côté de la clôture et sur le portail

Le LOT CVC gèrera les ouvertures et fermetures du chantier

Le LOT CVC aura en charge l'entretien quotidien et le déplacement des clôtures, des portails et des fermetures du chantier jusqu'à la réception des travaux.

Il aura en charge les fermetures de chantier intérieures au bâtiment avec pose de cloisons provisoires en contre plaqué, en OSB, ou en placo; étanches aux bruits et à la poussière. Il en aura l'entretien.

Des clôtures seront aussi prévues par ce même LOT pour les aires de stockage chantier TCE et l'aire base vie.

Il veillera que chaque fin de journée le chantier soit bien clos.

En cas d'absence; il prévoira, il déléguera contractuellement cette tâche à une entreprise présente sur le chantier ou entreprise spécialisée gardiennage.

Zone de déchets amiantés emballés, rendue close et signalées par le LOT DESAMIANTEMENT

Evacuation au plus tôt du chantier avec BSD.

3.2.2. Accès

Les entreprises pourront être présentes sur site :

en l'absence des étudiants et du personnel de l'école; durant les vacances de Pâques en avril et les vacances d'été 2026.

Accès personnel de chantier; les salariés seront identifiés sur leur chasuble, vêtement de travail avec leur NOM et NOM de l'entreprise sur casque ou vêtements de travail ainsi que port de la carte d'identité professionnelle du BTP; à tenir à disposition des organismes professionnels de prévention.

Chaque entreprise fournira au départ de leur travaux au MOA et à l'école liste et noms des personnel chantier avec leur pièce d'identité.

Chaque entreprise recevra un badge d'accès d'accès aux bâtiments, locaux qui sera remis par l'école aux Chefs de chantiers de chacun des LOTS.

Le LOT CVC mettra en place un fléchage d'accès chantier depuis la rue Bastien LEPAGE, jusqu'aux entrées du bâtiment, de la base vie et de l'aire de stockage tampon.

Les entreprises et leurs livreurs rouleront à vitesse réduite et les PL et engins seront guidés pour les accès et sorties de chantier par les entreprises les utilisant et ayant commandé ces livraisons.

Elles utiliseront le plan d'accès et compléteront le DHOL, joint au PGC, pour les accès et approvisionnements de chantier.

Les véhicules de chantier marqueront un temps d'arrêt avant de sortir du chantier; ils ne seront pas prioritaires par rapport au trafic maison de la FAC avoisinant le chantier idem au niveau des sorties sur le domaine public.

Un panneau STOP sera installé par le LOT CVC à la sortie véhicules de chantier.

Les accès chantier devront toujours restés dégagés et propres. LOT Gros œuvre veillera au quotidien aux entretiens, à la propreté quotidienne de ces accès et sorties de chantier ainsi que des abords du chantier.

Le LOT Gros œuvre aménagera dans l'emprise du chantier depuis l'entrée :

- si besoin une aire plane stabilisée et propre pour la base vie, aires parking chantier et stockages.
- des accès piétons séparés par des barrières ou balisage des flux véhicules et engins de chantier pour se rendre à la base vie, aux portes des bâtiments à sécuriser, aux zones parking chantier et aires de stockage, déchargement.

Ces chemins piétons et voiries de chantier carrossables seront signalés, balisés, canalisés, barriérés et entretenus par ce même LOT CVC.

3.2.3. Circulations

Des voies de circulations chantier et chemins piétons seront fléchées, balisées et canalisées par ce LOT CVC, qui les entretiendra jusqu'à la fin des travaux.

Le LOT CVC devra séparer les voies de circulations véhicules engins de chantier des voies piétonnes pour éviter les coactivités, les interférences et les accidents de collisions.

Chemin d'accès bungalows base vie; le LOT CVC prévoira sur les espaces vert; des chemins propre en gravier ou tapis cloutés de chantier pour y circuler au propre et non dans la boue.

Il fléchera l'accès accès entrée bâtiment.

Le LOT CVC prévoira les accès complémentaires de chantier sécurisés en toiture (ex tours escaliers etc.) et les protections contre les chutes (ex gardes corps en toiture terrasse) .

Ce même LOT prévoira si besoin les éclairages des circulations horizontales et verticales extérieures et intérieures des bâtiments ainsi que leur entretien tout au long du chantier.

Il prévoira un technicien électricien, facilement joignable, qui puisse intervenir à tout moment sur l'installation électrique de chantier, en cas de pannes.

3.2.4. Signalisation

Le LOT Gros œuvre mettra en place les signalisations d'accès extérieur au chantier de chantier ainsi que dans le chantier.

L'affichage sécurité du chantier et son interdiction d'accès, les déviations piétonnes etc. pour les usagers et personnel de l'école.

Signalisation depuis l'entrée du site pour l'accès PL et piétons de la zone de chantier

Il en aura l'entretien et les déplacements et les mises à jour nécessaires au besoin du chantier.

Signalisations et interdictions d'accès dans les aires de dépollution, confinées, par le LOT DESAMIANTEMENT

3.2.5. Stationnements

Aire définie en concertation avec l'exploitant FAC

Surface de stationnement signalée et rendue close par le LOT Gros œuvre.

Les camionnettes seront autorisées à rentrer sur chantier pour décharger puis elles iront stationner sur les quelques places de stationnement réservée pour le chantier, à défaut sur le domaine public .

3.2.6. Stockage

Surface chantier exigüe, d'où les entreprises devront approvisionner à flux tendu, afin d'éviter d'encombrer le chantier, pour pouvoir travailler et circuler en sécurité.

L'aire de stockage uniquement tampon, sera identifiée par le LOT CVC pour les stockages des entreprises. Aire de stockage à proposer au préalable sur le projet PIC établi par le LOT CVC en phase préparation de chantier.

Ensuite chaque LOT signalera, balisera ou clôturera sa partie qui lui aura été attribuée par le Maître d'oeuvre et le Maître d'ouvrage.

Les entreprises dès leur désignation fourniront au Maître d'oeuvre et au CSPS leurs besoins aires de stockage à travers leur projet d'installation de chantier.

Le LOT CVC retranscrira les aires de stockages attribuées aux entreprises sur le PIC général d'exécution .

Stockage tampons près des postes de travail pour les fournitures à poser matériels ; chaque LOT clôturera sa zone de travail, la signalera avec barrières PVC ou métalliques, plus signalétiques pour les usagers des dangers, des instructions, informations et des déviations à emprunter

Aucun stockage tampon ne devra déborder sur le domaine public.

Zone tampon des déchets amiantés emballés, dans aire close et signalée réalisée, par le LOT DESAMIANTAGE**3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)**

A partir des points énergie et AEP de l'école;

le LOT CVC devra réaliser ces réseaux provisoires de chantier avec la mise en place :

- d'un compteur de sous comptage, d'eau,
- de la création des points d'eau chantier hors gel, environ 1 unités

Il mettra en place des coffrets électriques de chantier et si besoin de l'éclairage de chantier pour les accès et circulations etc.

Il en assurera l'entretien et les contrôles réglementaires électriques.

Pour les travaux de dépollution, le LOT DESAMIANTAGE, réalisera ses alimentations en eau et électricité pour ses propres installations de chantier; conformément au CCTP.

3.2.8. Cantonnements et entretien**INSTALLATION A REALISER A CHARGE DU LOT CVC :**

Ces installations hygiènes seront dimensionnées et prévues pour l'ensemble des LOTS suivants et intervenants du chantier y compris pour les installations bureau - salle de réunion pour les Maîtres d'ouvrage et d'œuvre. La base vie devra pouvoir accueillir en pointe jusqu'à 12 personnes.

La base vie devra être installée et opérationnelle en phase préparation de chantier pour les premiers de travaux .

Emplacements destinés à la base vie :

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur.

Ces installations seront à soumettre dans le plan d'installation de chantier à l'approbation du maître d'ouvrage, maître d'œuvre et coordonnateur SPS.

Les cantonnements auront un dispositif permettant l'assainissement de ces baraquements.

Elle sera implantée de telle manière que les salariés puissent y accéder aisément, proprement et en sécurité, en habits de ville.

L'accès aux locaux sanitaires sera contigu et en communication directe avec les locaux vestiaires sinon des accès, des communications protégés des intempéries seront à réaliser par le LOT CVC .

PM dimensionnement d'un cantonnement :

- un W-C et un urinoir pour 20 personnes,
- des lavabos à raison d'un orifice pour 10 personnes,
- une cabine de douche pour 8 personnes,
- 1,25m² par salarié, pour les vestiaires,
- 1,50m² par salarié, pour les réfectoires.

Vestiaires, Réfectoires

L'entreprise mettra à la disposition de l'ensemble des entreprises intervenantes des locaux vestiaires et réfectoires.

Leur surface sera calculée conformément au Code du Travail.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou support de cadenas.

Les réfectoires seront équipés de sièges et de tables avec revêtement imperméable en nombre suffisant, de micro ondes et de réfrigérateurs pour conserver les repas.

L'ensemble des installations sera correctement éclairé, aéré, chauffé, pourvu d'extincteurs adaptés à la nature du risque .

Sanitaires communs

Dans le cadre de son marché, l'entreprise installera des locaux sanitaires pour l'ensemble des entreprises et pour la durée totale du chantier. Ces locaux seront dimensionnés pour l'effectif présent sur le site

Les lavabos et les douches seront à eau chaude et froide.

Evacuation des EU EV; le LOT Gros oeuvre prévoira des blocs sanitaires sur châssis surélevés avec fosse septiques toutes eaux intégrés, à vidanger périodiquement.

L'ensemble des réseaux (alimentation et évacuation) installé hors gel.

Car absence de regards EU EV de la FAC à proximité.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu d'un moyen de chauffage.

En plus, à proximité des postes de travail, le personnel chantier pourra utiliser les sanitaires hommes et femmes de la Fac.

Tous les éléments consommables (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier de la base vie sont à la charge du LOT CVC.

Installations électriques des cantonnements

L'alimentation électrique de la zone de cantonnement sera assurée par l'entreprise titulaire du LOT CVC; il prévoira une vérification réglementaire par un organisme agréé avant mise en service.

Branchement eau potable des cantonnements

L'entreprise titulaire du LOT CVC effectuera un branchement d'eau (compteur et vanne d'arrêt compris), il sera hors gel.

Le LOT CVC assurera l'alimentation d'eau pour les besoins du chantier et des cantonnements.

Hébergement des travailleurs

L'hébergement des travailleurs n'est pas prévu sur le site. Chaque entreprise est responsable de l'hébergement de son personnel.

Salle de réunion pour les Maîtrises d'ouvrage et d'œuvre OPC

A prévoir par ce LOT

Bureaux de chantier et ou containers

A charge de chaque LOT de les installer et de les faire raccorder en électricité à leurs frais.

Implantation préalable à voir avec l'école et le Maître d'œuvre.

BASE VIE INSTALLATION HYGIENE SPECIFIQUE AU LOT DESAMIANTEGE :

A prévoir par ce LOT sur grand parvis à l'arrière du bâtiment côté canal.

Aménagement, entretien et adductions en eau et électricité

Ceci conformément au CCTP.

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le LOT CVC aura en charge le nettoyage des accès, voies de circulation de chantier et les abords du chantier

Zones de travaux :

A charge de chaque LOT de nettoyer quotidiennement ses aires de travaux et ses postes de travail, puis d'évacuer dans la foulée ses déchets, hors du chantier.

Les accès et circulations dans le bâtiment devront impérativement toujours rester propres et circulations dégagées aux abords des postes de travail zones de travail rendues closes et signalées.

En aucun cas les déchets ou stockages chantier ne devront gêner perturber les circulations dans le bâtiment.

Au cas où les entreprises des corps d'états secondaires ou autres, ne rempliraient pas leur obligation contractuelle de nettoyage de leurs zones de travaux, postes de travail;

l'entreprise du LOT CVC sur constat du Maître d'œuvre, devra assurer aux frais du compte prorata ou de l'entreprise défaillante, le nettoyage du chantier et de l'enlèvement des déblais et déchets.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le LOT CVC proposera dès sa nomination un projet de plan d'installation de chantier (PIC) aux Maîtres d'ouvrage, d'œuvre et au Coordonnateur SPS pour avis.

Le LOT DESAMIANPAGE proposera son installation de chantier à travers son PDRA.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Le LOT CVC de proposera dès la phase préparation de chantier un Plan d'Installation de Chantier (PIC) aux Maîtres d'ouvrage, d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

Ce PIC intégrera :

- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires, avec portail d'accès
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- les tours escaliers de chantier d'accès en toitures
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement de la déchetterie, des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de la grue et ou autres moyens de levage,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue ou des grues avec les zones d'évolution autorisées,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets secondaires

Ce PIC intégrera ou sera complété par un plan d'accès, de circulation de chantier et de signalisations mise en place depuis la rue bastien LEPAGE.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC	LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Accès	MAITRE D'OUVRAGE	LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Circulations	MAITRE D'OUVRAGE	LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Signalisation	LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC	LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Stationnement	MAITRE D'OUVRAGE	LOT DESAMIANPAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Stockage	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Réseaux provisoires de chantier	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret électrique général	LOT CVC	LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Cantonnement	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Infirmier ie de chantier	SANS OBJET	SANS OBJET	SANS OBJET
Nettoyage hors cantonnement	TOUTES ENTREPRISES	TOUTES ENTREPRISES	Jusqu'à la fin des travaux
PIC	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Protections collectives	CVC puis autres LOTS	CVC puis autres LOTS	Jusqu'à la fin des travaux
Accès hauteur communs	SANS OBJET	SANS OBJET	Jusqu'à la fin des travaux
Déchets - Gravats	TOUTES ENTREPRISES	TOUTES ENTREPRISES	Jusqu'à la fin des travaux
Signalisation de chantier	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	LOT DESAMIA NTAGE et LOT CVC	Jusqu'à la fin des travaux
Signalisation zones de travaux dans bâti	TOUTES ENTREPRISES	TOUTES ENTREPRISES	Jusqu'à la fin des travaux

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Dépollution	2026	DESAMIAN- TAGE	Amiante Travail en hauteur Choc, coupure, piqûre Contact électrique direct ou indirect	Chantier clos et indépendant Travaux de dépollution en dehors de la présence des étudiants, du personnel de l'école et pas d'autres entreprises sur le chantier Travaux réalisés durant les vacances scolaires d'avril et été 2026 . .
2 Second oeuvre		ELECTRICIT E SSI - CVC (Climatisation ventilation chauffage) - DESENFUMA GE	Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Manutention manuelle Travail en hauteur Engins et matériels Choc, coupure, piqûre Travaux à point chaud Contact électrique direct ou indirect Inflammation, explosion	. . . Respect des protections collectives . .
		PLATRERIE FAUX PLAFOND	Contact électrique direct ou indirect Produits dangereux Travail en hauteur Déplacement de plain-pied Inhalation poussières Manutention manuelle	. . .

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - Dépollution

DESAMIANPAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Amiante	<p>Le rapport de repérage amiante établi par BUREAU VERITAS Exploitation en date du 27/09/24 référencé 22334671/S1/4/AM-RDEM_V1 et complémentaires à venir, font apparaître la présence de matériau contenant de l'amiante. L'entreprise de désamiantage devra mettre en œuvre, d'une manière effective, toutes les mesures de protection de la santé de son personnel destinées à éviter l'inhalation par la décimation sous forme de poussières de d'amiante lors de l'exécution de ses travaux. Il appartient à chaque entreprise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'estimer le niveau d'exposition au risque amiante en fonction de la nature des travaux à effectuer - De choisir une méthode de travail qui permet d'abaisser le niveau de risque - De mettre en œuvre les mesures préventives adaptées au niveau du risque déterminé <p>L'entreprise prendra connaissance du dossier technique amiante et du repérage amiante avant travaux ou démolition</p> <p>Elle devra observer la réglementation en vigueur et les consignes générales de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante. Les opérations de retrait ou confinement ne pourront être réalisées que par des entreprises qualifiées, après envoi d'un plan de retrait ou de confinement aux organismes 30 jours avant le début des travaux. En complément de ce plan de retrait, l'entreprise de désamiantage produira un PPSPS dans lequel seront notamment décrits l'analyse des risques importés et exportés ainsi que les mesures prises en cas de rupture accidentelle de confinement (y compris intervention de secours en zone confinée). L'entreprise devra respecter la réglementation en vigueur pour le traitement et l'évacuation de ses déchets. Le stockage sur le chantier avant l'évacuation devra se faire dans un local ou un container fermé à clé avec signalétique adaptée.</p> <p>Chantier clos confiné</p>	<p>Afin de prévenir les risques de dégradation de l'amiante avant son retrait, une entreprise à désigner (diagnostiqueur, cureur, démolisseur) est chargée de repérer les matériaux et produits contenant de l'amiante. Cette signalisation est réalisée à partir des cartographies des repérages amiante. Les modalités d'exécution de cette signalisation sont communiquées au coordonnateur SPS et au maître d'œuvre, elles détaillent en outre les dispositions prises pour la compléter au fur et à mesure de l'avancement du curage et déshabillage de l'ouvrage.</p> <p>Pas d'autres travaux lors de la dépollution amiante Les autres LOTS respecteront les interdictions d'accès en zone de retrait amiante</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Aire déchets, zone closes signalées Déchets emballés suivant procédure PDRE</p> <p>Travaux retrait traité sous section 3 par entreprise qualifiée de dépollution.</p>	
Travail en hauteur	<p>Mise en place à l'avancement des protections collectives, échafaudages réceptionnés , gardes corps, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité.</p> <p>Les ouvertures sur plancher devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support. Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 m², elles seront protégées à l'aide de garde-corps</p> <p>Usage de moyens d'accès et d'élévation en protection collectives: échafaudages réceptionnés, PIRL , nacelle etc.</p>	Interdiction de démontage de protections collectives sans accord du titulaire.
Choc, coupure, piqûre	<p>Port des EPI casque, gants</p> <p>Obstacle signalés fluo, protégés, si besoin piétons déviés</p>	.
Contact électrique direct ou indirect	<p>Repérage des réseaux</p> <p>Consignation électrique avant travaux VAT</p> <p>Personnel habilité aux travaux électriques</p>	

Séquence : 2 - Second oeuvre

ELECTRICITE SSI - CVC (Climatisation ventilation chauffage) - DESENFUMAGE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Balisage sous les zones de travail en hauteur, sous les zones de montage en pied de façade Verres et châssis sur pupitres stables et manutentionnables avec engins de levage	Respect du balisage
Stabilité, renversement	Demande d'une aire de stockage à la maîtrise d'œuvre	.
Manutention manuelle	<p>Approvisionnement à la grue, camion bras de grue et ou chariot élévateur</p> <p>Usage de ventouses vérifiées , de chariots etc.</p> <p>Prévoir aides mécaniques aux manutentions</p> <p>Réalisation d'examen d'adéquation levage</p> <p>Aire levage balisée signalée</p>	.
Travail en hauteur	<p>Respect des protections collectives ou mise en place d'une protection au moins équivalente.</p> <p>Usage des échafaudages</p> <p>Réception et contrôles des échafaudages avant usage</p>	<p>GO : mettre des protections collectives ne gênant pas l'installation des menuiseries extérieures</p> <p>Respect des aires au sol signalées balisées pour les</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>La pose des garde-corps définitifs doit se faire au plus tôt et depuis l'intérieur si possible, en conservant les protections collectives posées par le lot gros œuvre.</p> <p>Usage de PIRL, d'échafaudages réceptionnés avant usage , de nacelle PEMP</p> <p>Aire au sol stabilisée, balisée signalée</p>	travaux en hauteur
Engins et matériels	<p>Approvisionnement à la grue ou autre engin de levage.</p> <p>Réalisation d'examen d'adéquation de levage</p> <p>Guider les engins, les PL d'approvisionnement</p> <p>Demande d'arrêté de circulation pour aires de levage et tx sur domaine public</p> <p>Balisage signalisation des engins des aires de levage</p> <p>Homme trafic, chef de manoeuvre et élingueur qualifié habilité</p>	Respect des aires closes
Choc, coupure, piqûre	Port de gants anti coupures	
Travaux à point chaud	<p>Permis feu à demander au Maître d'ouvrage avt tx par points chauds</p> <p>Extincteur au poste de travail</p>	.
Contact électrique direct ou indirect	<p>Repérage des réseaux</p> <p>Consignation électrique avant travaux VAT</p> <p>Personnel habilité aux travaux électriques</p>	
Inflammation, explosion	<p>Permis avant tout travaux par points chauds, à demander au Maître d'ouvrage</p> <p>Extincteur en bon état à proximité du poste de travail</p>	

PLATRIERIE FAUX PLAFOND

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	<p>Repérage des réseaux</p> <p>Consignation électrique</p>	
Produits dangereux	<p>Privilégier l'usage de produits à base aqueuse non dangereux.</p> <p>En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>FDS fiches de données de sécurité à posséder sur chantier au poste de travaux, à joindre au PPSPS.</p> <p>Explication aux opérateurs du contenu des FDS et respect des consignes de sécurité pour le port des EPI , la manipulation et le stockage des produits sur bacs de retention</p>	Espaces, volumes réservés au LOT peinture

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>dans container ventilé.</p> <p>Ventilation forcée des locaux</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en œuvre de produits à base de solvant.</p>	
Travail en hauteur	<p>Usage de protections collectives échafaudages fixes et ou roulants réceptionnés, PIRL, nacelle etc.</p> <p>Aires au sol balisées signalée</p>	Pas de travaux superposés
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement	<p>Pas de travaux en coactivité.</p> <p>Pas de stockage dans les circulations.</p>
Inhalation poussières	<p>Le ponçage fin des supports s'effectuera au moyen de ponceuses équipées d'un système d'aspiration à la source.</p> <p>Port des EPI</p> <p>Travaux en horaires décalés</p>	.
Manutention manuelle	Prévoir aides mécaniques aux manutentions transpalettes, chariots élévateur, lève plaque etc.	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise du LOT CVC chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives efficaces et pérennes : Gardes corps sur escaliers, sur trémies cages d'escaliers, sur les regards, les ouvertures baies, balcons, protections des trémies horizontales et verticales, cages d'ascenseurs, des excavations, toitures terrasses lors de ses travaux en toiture etc.
- Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise du LOT CVC; un contrôle journalier de bon état et complétude des protections sera organisé par le LOT Gros Œuvre idem prévoir un contrôle journalier des fermetures extérieures de chantier.

La protection des gardes corps provisoires en toiture sont à la charge du LOT CVC.

En cas de dépose temporaire, le personnel de l'entreprise intervenante sera équipé et portera les équipements de protection individuels adéquats. Les protections collectives provisoires seront remises en place dès la fin de la tâche considérée par l'entreprise qui les a déposées.

Equipements de protections collectives des autres LOTS qui seront à détailler dans les PPSPS de leurs travaux.

- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.

- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Éventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Les autres LOTS auront aussi à prévoir et à mettre en place leurs propres protections collectives pour leurs interventions en hauteur, en élévations avec par exemple la mise en place d'échafaudages, de tours échafaudages réceptionnés, de PIRL, de dispositifs et matériels de protections contre les chutes de personnes, protections des regards de VRD, d'ouvrages chambres enterrés etc.

Equipements de protections collectives qui seront à détailler dans les PPSPS des différents LOTS.

Zones de travaux dans le bâtiment école barrières et signalées par chaque LOT travaillant dans ces zones. Pour éviter les co activité avec les autres LOTS.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise LOT CVC est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise LOT CVC qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source

(insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Le Maître d'œuvre d'exécution et les entreprises feront le choix de produits non dangereux, moins dangereux. Les entreprises détailleront les risques chimiques dans leur PPSPS et y joindront les FDS (fiches de données de sécurité des produits).

Le Maître d'oeuvre et les entreprises privilégieront le choix de produits moins dangereux, non dangereux notamment dans les produits résines, colles, peintures etc.

Les produits chimiques générant des risques, des gênes exportés sur les autres entreprises devront être mis en oeuvre en horaires décalés, sans la présence des autres entreprises; plus mise en place de bâchages, de dispositifs d'extraction, de ventilation d'air forcé, dimensionnés, adaptés à la surface et au volume des travaux.

Retrait d'amiante, l'entreprise qualifiée respectera son plan de retrait (PDRA).

Zone de dépollution évacuée par l'école et les autres LOTS autres entreprises.

4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

Moyens de levages à prévoir par notamment les LOTS CVC

Prévoir examen d'adéquation levage avant toute opération de manutention, aire levage close, signalée avec Chef de manœuvre,

Présence d'un chef de manœuvre et d'un élingueur formés, habilités et identifiés

Engins et accessoires de levage vérifiés ; rapports réglementaires levage disponibles, validité à jour, sur chantier

Conducteur possédant CACES et autorisation de conduite délivrée par l'employeur.

Demande d'arrêt à la ville de Nancy avant travaux de levage.

4.4.1. Autorisation de survol

Sans objet

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité (FDS) des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ou sont imposées par ces derniers.

Sensibilisation et formation du personnel opérateur aux risques chimiques, aux FDS, opérateurs munis des EPI spécifiques prévues aux FDS

Les entreprises privilégieront le choix et l'usage de produits moins dangereux et non dangereux (ex résines, peintures, colles à base aqueuse etc.)

Les travaux avec risques exportés, gênants et contraignants pour les autres entreprises, seront planifiés avec le Maître d'œuvre en horaires décalés, sans la présence des autres entreprises pour éviter les coactivités. De plus des systèmes de ventilation, extraction forcées seront prévus par ces entreprises.

Déchets amiantes dans aires closes signalées. Evacuation au plus tôt de l'école.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Mise en place d'un permis feu pour les travaux par points chauds; à récupérer par les entreprises devant réaliser ces travaux à risques d'incendie; auprès de l'école d'Architecture service patrimoine.

Installation d'extincteurs en bon état, vérifiés, adaptés à la nature du feu, positionnés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier, respect des consignes du permis feu.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages seront de type MDS (Montage et Démontage en Sécurité) conformément aux recommandation de la CARSAT R408.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Balilage et signalisation aux abords des travaux en hauteur sur échafaudages.

Des examens d'adéquation, des réceptions des échafaudage seront prévus avec chacun des LOTS qui utilise ceux ci, les entreprises utilisant des échafaudage réaliseront leurs contrôles journaliers. les contrôles trimestriel et à chaque déplacement et modification.

Le LOT propriétaire d'échafaudages gérera les mises à disposition et la convention de prêts auprès des autres LOTS amenés à utiliser celui ci.

Un nouvel examen d'adéquation sera réalisé et une réception conjointe faite.

Ceux ci seront tracées dans le registre de sécurité échafaudage avec les contrôles réglementaires.

Ce LOT mettra en plus les affichages nécessaires d'examens d'adéquation, de réceptions et de contrôles.

Les aires pour pose des échafaudages seront au préalable rembayées et stabilisées par le LOT Gros oeuvre.

Les aires de montage, de transformations des échafaudages seront toujours balisées et signalées par les LOT employant des échafaudages; aires interdites aux autres entreprises car risques chûtes d'objets, de charges.

Chaque utilisateur, chaque LOT réceptionnera avant usage l'échafaudage dont il a besoin et fera le

contrôle journalier et les contrôles réglementaires suivants.

Les LOTS auront la garde de leurs échafaudages, leurs entretiens et les contrôles réglementaires.

Ils afficheront les PV de réception sur chacun de leurs échafaudages

Pas de travaux superposés sur les échafaudages et aux pieds ou sous ces échafaudages : risques de chutes d'objets, de charges etc.

Protections par auvents au dessus des entrées bâtiment ou renforts de protection au niveau de l'échafaudage de façades

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Les engins de TP et de chantier seront conduits par des personnes ayant reçus une formation CACES et autorisation de conduite délivrée par leur employeur.

Les engins auront des contrôles réglementaires à jour et sans observations (ex contrôles réglementaire levage etc.); rapports disponibles, consultables sur chantier.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Sans Objet.

Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.

Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Les accès chantier seront fléchés par le LOT CVC puis seront conservés propres et dégagés par toutes les entreprises dans l'enceinte close du chantier.

Chaque LOT prévoira ses moyens d'aides mécaniques au levage.

Pour les travaux en élévation chaque LOT prévoira ses moyens d'accès et d'interventions en hauteur, en protection collective : ex-nacelle, échafaudages, PIRL.

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents ou autre protection renforcée sur échafaudage de façades assurant une protection efficace (en

fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par les entreprises travaillant en façades au dessus d'entrées au bâtiment.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

A charge de chaque LOT de nettoyer ses zones et postes de travail et d'évacuer quotidiennement ses déchets à l'extérieur du chantier vers les déchetteries.

Entreprises employant des produits chimiques géreront leurs propres déchets.

Le LOT DESAMIANTEMENT évacuera ses déchets emballés signalés sous BSD, vers une déchetterie agréée, suivant la procédure et infos indiquées au PDRA.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation quotidienne de ses propres déchets.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans objet
- Demandes d'arrêtés - Sans objet
- Autorisations concessionnaires - RDV avec les concessionnaires à organiser par le Maître d'œuvre et les LOT Gros œuvre pour les branchements de chantier et raccords du bâtiment .
Ou accord de la FAC sur branchements sur ses réseaux.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitance) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Sans objet

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Travaux en site inoccupé dans l'école d'architecture.

Plannification des travaux durant les vacances scolaires d'avril, Pâques et été 2026; d'où les locaux libres pour les travaux sous co activité avec l'exploitation de l'école.

Rouler à vitesse lente, aux abords de l'école sur les voiries d'accès base vie et aire de stockage, guider les engins et PL pour les appros.

Les accompagner jusqu'au lieu de déchargement et rechargement.

Travaux de désamiantage sous section 3, sans présence d'activité de l'école, ni d'autres entreprises; aires closes confinées.

Zone de déchets stockage tampons closes par clôture HERAS et signalées. Retrait au plus tôt des déchets amiantés dangereux.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Pas de chantier voisin

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

Oui, travaux par points chauds soumis à permis feu établi par le Maître d'ouvrage, service technique de l'école d'architecture.

Permis feu à demander par les entreprises avant travaux par points chauds.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Sans objet

6.7. Locaux témoins

Sans objet

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées dans la base vie (bureaux de chantier et locaux réfectoires.

SST obligatoire pour chaque LOT; 1 SST pour 10 personne et présence d'une trousse à pharmacie sur chantier pour chaque LOT.

De plus chaque entreprise possédera un téléphone mobile de secours pour les appels en cas d'urgence, d'accident.

Les accès chantier et voies de circulation chantier devront toujours être dégagés et propres pour besoins éventuels d'interventions des secours.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous.**

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé).** L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Point de rencontre secours chantier, à mettre en place par le LOT CVC à l'entrée du chantier, du bâtiment.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

PRS existant de la FAC devant bâtiment secteur 2

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 54/NANCY/ECOLE D'ARCHITECTURE

Adresse : 2 Rue BASTIEN LEPAGE BP 40435 54001 NANCY CEDEX

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

PRS existant de la FAC devant bâtiment secteur 2

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Silice
- Annexe_Presence_Amiante
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_Arrêt_Cour_de_Cassation_du_14_Janvier_2025
- DHOL 1